



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Union Nationale des Employeurs des Industries Gazières

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Union Nationale des Employeurs des Industries Gazières

1 Place Samuel de Champlain - 92930 PARIS LA DEFENSE

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets indépendants
adhérents de KPMG International Limited,
une société de droit anglais ("private
company limited by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Union Nationale des Employeurs des Industries Gazières

1 Place Samuel de Champlain - 92930 PARIS LA DEFENSE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association Union Nationale des Employeurs des Industries Gazières,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Nationale des Employeurs des Industries Gazières relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués par votre association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



Union Nationale des Employeurs des Industries Gazières
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos le
31 décembre 2022

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 8 mars 2023

KPMG SA

Date :
2023.03.08
20:29:48
+01'00'

Geraldine Roosen

Commissaire aux comptes

Sommaire

I. Bilan	2
II. Compte de résultat	4
III. Annexes	6
A. Règle et méthode comptable	6
B. Fait générateur retenu des cotisations.....	6
C. Détails de cotisations et des autres ressources.....	6
D. Etat des créances et des dettes	7
E. Fonctionnement de l'UNEmIG	8
F. Faits marquants de l'exercice	8

I. Bilan

BILAN ACTIF AU 31/12/2022

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	0	0	0	
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	0	0	0	0
Participations et Créances rattachées			0	
Autres titres immobilisés			0	
Prêts			0	
Autres				
Total I	0	0	0	0
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	40		40	997
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	20 246		20 246	19 388
Charges constatées d'avance				
Total II	20 285	0	20 285	20 385
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 285	0	20 285	20 385

BILAN PASSIF AU 31/12/2022

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise	0	0
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves	0	0
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	14 385	14 724
Excédent ou déficit de l'exercice	176	-339
Situation nette (sous total)	14 561	14 385
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	14 561	14 385
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	5 724	6 000
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	5 724	6 000
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 285	20 385

la rubrique « Fonds propres » et la rubrique « Fonds reportés et dédiés » avec le

total actif	0	0
contrôle	20 285	20 385

II. Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2021 au 31/12/2022

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	245 660	348 260
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Total I	245 660	348 260
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	5 313	6 337
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	240 000	342 000
Total II	245 313	348 337
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	347	-77

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	53	
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	53	0
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	223	263
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	223	263
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-171	-263
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	176	-339
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		11
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	0	11
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-11
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I + III + V)	245 713	348 260
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	245 536	348 610
EXCEDENT OU DEFICIT	176	-350

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

III. Annexes

A. Règle et méthode comptable

Les comptes annuels de l'exercice 2022 sont établis conformément aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et 2014-03, respectivement relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au plan comptable général (PCG).

L'Autorité des normes comptables (ANC), a décidé d'abroger le règlement du Comité de la réglementation comptable n° 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et tous les règlements le modifiant. Le nouveau règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par arrêté du 26 décembre 2018, publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2020.

Principes comptables

Le Nouveau Plan Comptable (NPC) n°2018-06, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 a été appliqué sur l'exercice comptable de l'association, ouvert à compter du 1er janvier 2020.

Pour l'UNEmIG, l'application de nouveau plan comptable n'a pas eu d'incidence sur les comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

B. Fait générateur retenu des cotisations

Conformément au règlement N° 2018 - 06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au regard des modalités de recouvrement des cotisations des adhérents affiliés du Syndicat National, les cotisations comptabilisées correspondent à celles encaissées par l'UNEmIG au titre de l'exercice en cours. Le fait générateur des cotisations est constaté lors de l'établissement des appels de fonds envoyés aux adhérents au cours de l'exercice. Ces appels de fonds génèrent donc la reconnaissance du produit.

C. Détails de cotisations et des autres ressources

Conformément au décret n°2009-1665 du 28 décembre 2009 relatif à l'établissement, à la certification et à la publicité des comptes des syndicats professionnels des salariés ou d'employeurs et de leurs unions et des associations de salariés ou d'employeurs mentionnés à l'article L.2135-1 du code du travail, le détail des cotisations et des autres ressources est le suivant :

Ressources de l'année	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Cotisations reçues	245 666	348 260	269 110	190 879	197 860	228 540	302 442
- versements de cotisations	240 000	342 000	227 850	190 350	190 350	222 540	297 202
Subventions reçues							
Autres produits d'exploitation							
Produits financiers perçus	0	0	6	17	21	39	293
Total ressources	5 666	6 260	41 266	546	7 531	6 039	5 533

D. Etat des créances et des dettes

CREANCES	BRUT	LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		Échéance à moins	Échéance à plus
		1 an	1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des particuliers			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	40	40	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	40	40	0

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

DETTES	BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF	
		Échéance à moins	Échéance à plus
		1 an	1 an
Emprunts obligataires convertibles (2)			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à 2 ans maximum à l'origine			
- à plus de 2 ans à l'origine			
Emprunts et dettes financières diverses (2)			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 724	5 724	
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance			
TOTAL GENERAL	5724	5724	0

E. Fonctionnement de l'UNEmIG

Conformément au règlement N° 2018 - 06, l'UNEmIG a engagé une démarche d'évaluation des contributions en nature, moyens humains et matériels, dont elle bénéficie au quotidien pour son fonctionnement. Ces évaluations déterminent les cotisations fixées chaque année.

Dans ce cadre, seuls les administrateurs, à travers leur mandat, établissent ces évaluations et assurent le fonctionnement de l'UNEmIG.

F. Faits marquants de l'exercice

La composition du Conseil d'Administration de l'UNEmIG a évolué en 2022 suite au départ de Claire JOURDAIN (siège ENGIE), remplacée, à compter du 1er avril 2022, par Estelle DRUILHET, désormais secrétaire de l'association.

A cette occasion, le Bureau du Conseil d'Administration de l'UNEmIG a été renouvelé comme suit :

Président : Frédéric MARTIN – ENGIE ;
Vice-Président : Benoit SCHNELL – SPGENN ;
Trésorier : Christophe-Luc ROBIN – SPGENN ;
Secrétaire : Estelle DRUILHET – ENGIE.

Estelle DRUILHET est assistée dans son rôle de secrétaire par Jean-Baptiste ROUSSEL qui a remplacé, au 1er septembre 2022, François SIMON.

Pour l'UNEmIG et les entreprises qui la composent, l'année 2022 a été marquée par un contexte singulier lié, notamment, à la situation géopolitique et à ses conséquences sur les marchés énergétiques : fortes répercussions économiques (inflation, endettement des collectivités locales, etc.) et opérationnelles (notamment prégnance de la disponibilité des outils industriels et des capacités de production ou de stockage)

Les négociations sociales sur le pouvoir d'achat en résultant ont nécessité des échanges récurrents entre les membres pour partager sur les enjeux associés et les évolutions des discussions de branche puis d'entreprise.